



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet du préfet  
Direction des sécurités  
Service interministériel de défense  
et protection civile**

Metz, le 15 novembre 2022

Affaire suivie par : M. Nicolas DURAND

Tél : 03.87.34.85.32

Courriel : [nicolas.durand@moselle.gouv.fr](mailto:nicolas.durand@moselle.gouv.fr)

**COMMISSION D'ARRONDISSEMENT POUR LA SÉCURITÉ  
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE  
DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

**SÉANCE DU 30/09/22**

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié  
Arrêté préfectoral n° 2021/CAB/DS/SIDPC/n°27 du 1er avril 2021

**PROCÈS-VERBAL**

**Visite de réception de travaux au sein  
du bâtiment D3 du Centre Hospitalier Spécialisé de Jury**

**4<sup>e</sup> catégorie de type U**

La commission d'arrondissement pour la sécurité s'est réunie le 30/09/2022 à 09h30 pour procéder à la visite de réception de travaux de réhabilitation du bâtiment D3 au sein du centre hospitalier spécialisé de Jury, situé à Ars-Laquenexy.

**Étaient présents :**

- M. Nicolas DURAND, président de la commission ;
- M. Raymond GOBERT, adjoint au maire d'Ars-Laquenexy ;
- Adjudant-chef Fabrice RABACHE, GGD 57, Communauté de Brigades de Verny ;
- Capitaine Pierre BOISSON, SDIS 57, département prévention.

**Assistaient également à la commission :**

- Mme Coralie SCHNEIDER, bureau de contrôle APAVE ;
- Mme Marine MAAS, cadre de santé MAS du CHS ;

- Mme Véronique DEFLOIRINE, directrice des services économiques et des travaux du CHS ;
- M. Bruno CRISCITO, coordonnateur SSI ;
- M. Mathieu FRANK, services techniques ;
- M. Pascal LUCCHIARO, services techniques ;
- M. Jorel GROSSE, société SIEMENS ;
- M. Stéphane ZACHARY, société INÉO ;
- M. Claude PHILIPP, établissement SCHAEFFER et Cie ;

### **SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT :**

L'établissement est classé en 4<sup>e</sup> catégorie de type U.  
Récurrence des visites périodiques : 3 ans.

Le dossier a été étudié lors de la séance du 25/06/20 de la sous-commission départementale pour la sécurité et y a reçu un avis favorable (AT n° 057 031 20 Y 0006).

Un nouveau cahier des charges fonctionnel du SSI a été étudié en sous-commission départementale pour la sécurité le 07/04/22 et y a également reçu un avis favorable, au contraire de la demande de dérogation à l'article U21.

Ce projet consiste à la réhabilitation du bâtiment D3 en simple rez-de-chaussée installé sur le site du centre hospitalier de Jury.

Le bâtiment D3 est vide depuis 2016 suite à un incendie.

Il y aura 36 salariés dont 3 infirmières de nuit pour 37 résidents.

### **RÈGLEMENTATIONS APPLICABLES :**

- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.
- Arrêté du 19 novembre 2001 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements de soins (Type U).

### **Rappel de l'article R.143-34 du CCH :**

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'Intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement. »



## RAPPORTS DE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES ET DES MOYENS DE SECOURS

Les membres de la commission d'arrondissement examinent les documents de contrôle réglementaires :

TYPE DE CONTRÔLE	ORGANISME	DATE	OBSERVATIONS
RVRAT	APAVE	28/09/22	3 non-conformités.
Attestation d'accessibilité	APAVE	-	En cours, reste deux éléments à finaliser dont la numérotation des chambres à faire en relief.
Registre d'accessibilité	-	-	Non réalisé.
Formation du personnel	Interne	-	15 permanents.
Registre de sécurité	-	-	Présent et renseigné.
Défibrillateur	-	-	1 à l'entrée du bâtiment.

Les membres de la commission prennent note que l'établissement doit mettre en place un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret N°2017-431 du 28 mars 2017 et de l'arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité.

### VISITE DE L'ÉTABLISSEMENT ET TEST D'ALARME :

Les membres de la commission procèdent à la visite de l'établissement, il est constaté que :

- les étiquettes des extincteurs ne sont pas conformes ;
- l'inventaire des extincteurs avec leur numérotation n'est pas réalisée.

Les membres de la commission procèdent à un test d'alarme par sollicitation d'une tête de détection incendie dans la circulation devant la chambre n°22.

L'alarme se déclenche directement, le désenfumage se met immédiatement en route, l'éclairage de sécurité est fonctionnel et les portes coupe-feu se ferment mais sans être parfaitement étanches.

L'essai est concluant.

### PRESCRIPTIONS DE LA COMMISSION :

1. Lever les observations restantes, présentes sur les différents rapports de vérifications et transmettre les attestations de levées de réserve en mairie afin que les installations techniques présentent des garanties de sécurité et de bon fonctionnement (**Articles R.143-10, R.143-34 et R.143-37** du CCH) ;
2. Contrôler et régler les portes de l'ensemble des circulations afin que leur isolement soit conforme aux dispositions de l'**article U 10** du règlement de sécurité ;
3. Former de manière régulière les personnes désignées par l'exploitant à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie, à l'évacuation du public et à la manipulation du système de sécurité incendie conformément aux dispositions des **articles MS 46, MS 48 et MS 69** du règlement de sécurité. Annexer la liste nominative du personnel désigné et formé au registre de sécurité (**article R.143-44** du CCH) ;

4. Repérer les extincteurs par une signalisation durable (**Article MS 39** du règlement de sécurité) ;

**AVIS DE LA COMMISSION :**

À l'issue de la visite, la commission d'arrondissement pour la sécurité émet à l'unanimité un avis :

**FAVORABLE**

à la réception des travaux du bâtiment D3 au sein du centre hospitalier spécialisé de Jury, situé à ARS-LAQUENEXY.

Pour le préfet,



Nicolas DURAND,  
président de la commission